

« La Pologne reste un modèle d'intégration européenne »

Par Recueilli par Antoine d'Abundo, envoyé spécial à Krynica (Pologne), le 5/9/2019 à 10h43

La 29^e édition du forum économique de Krynica, en Pologne, qui s'est ouverte mardi 3 septembre réunit plus de 4 500 participants venus de toute l'Europe centrale et orientale. Un événement que décrypte Frédéric Petit, député de la 7^e circonscription des Français établis à l'étranger et familier de longue date de ce rassemblement.



Vous êtes un habitué du Forum économique de Krynica. Que vient faire, dans ce coin

reculé de Pologne, le député que vous êtes, seul responsable politique français à faire le déplacement ?

Frédéric Petit : Je participe au forum de Krynica depuis longtemps. J'y suis venu pour la première fois en tant que chef d'entreprise travaillant en Pologne, où je suis installé depuis une vingtaine d'années. Lorsque j'ai été élu, en 2017, député des Français établis à l'étranger dans la 7^e circonscription, qui comprend l'Allemagne, l'Europe centrale et les Balkans, il m'a semblé tout naturel de continuer d'assister à cet événement, carrefour et espace de dialogue entre les dirigeants politiques, les responsables économiques et les représentants de la société civile de tous les pays de la région.

Le député de Lille va à la Braderie. Moi, je vais à Krynica. Je suis ici chez moi, où j'organise et je participe moi-même à des tables rondes sur des thématiques qui me sont chères : l'éducation, la réconciliation entre les peuples, la construction européenne, la francophonie...

On appelle parfois Krynica le « Davos des pays de l'Est » en référence au grand forum mondial qui se tient, chaque hiver, dans la station suisse. La comparaison est très exagérée, mais elle a au moins le mérite de pointer l'importance d'un rassemblement qui place cette Europe de l'Est au cœur de la réflexion. Ce que ces pays ont à dire est encore trop peu entendu à l'Ouest. Raison de plus pour venir, ici, les écouter.

Dans les allées du Forum, les imposants pavillons britannique et américain se dressent en bonne place et les hommes d'affaires anglo-saxons sont légion. Où sont les Français ?

F. P. : L'an dernier, la chambre de commerce franco-polonaise disposait également d'un pavillon et si, pour cette 29^e édition, la présence française paraît plus discrète, elle n'en est pas moins forte.

Dès les années 1990, qui marquent la fin du régime communiste, jusqu'au milieu des années 2000, période de l'intégration de la Pologne à l'Europe, beaucoup d'entrepreneurs français ont investi dans le pays et se sont durablement et solidement implantés.

En Pologne, l'opposition choisit une candidate pour affronter les nationaux-conservateurs

En 2018, le stock d'investissements privés français s'élevait ainsi à quelque 20 milliards d'euros. Et à côté des grands groupes français comme Suez, Carrefour ou Orange, il existe bon nombre d'entreprises de droit polonais, créées et dirigées par des Français.

J'invite d'ailleurs nos jeunes compatriotes en France à réfléchir aux perspectives qu'offrent des pays comme la Pologne, la Roumanie ou la Hongrie. Les salaires y sont sans doute moins élevés, mais les carrières peuvent être passionnantes car il y a encore beaucoup à faire dans ces pays de l'Est où se joue, en grande partie, l'avenir européen. C'est aussi à eux de s'approprier cet espace qui est le leur.

La Pologne est à la fois le bon élève de l'Europe sur le plan économique et, depuis

quatre ans et l'accession au pouvoir du parti « Droit et justice » (PiS), son enfant terrible sur le plan politique. Comment expliquer cette situation ? Vous inquiète-t-elle ?

F. P. : Pour comprendre la situation politique de la Pologne actuelle, il faut se souvenir que la sortie du communisme date d'à peine trente ans et que le solde de tout compte de cette période n'est toujours pas réglé, en particulier entre les libéraux et les conservateurs qui se disputent l'héritage de Solidarnosc, le syndicat qui a permis le changement pacifique de régime en 1989.

Pour exister électoralement, le PiS a besoin de créer du clivage et n'hésite pas, pour cela, à jouer sur les peurs anciennes – celle du communisme – et à désigner de nouveaux boucs émissaires, notamment l'Europe accusée de vouloir imposer sa vision libérale.

Élections européennes : en Pologne, le parti Droit et justice grand vainqueur

De fait, l'autoritarisme de l'actuel gouvernement, sa vision conservatrice de la société, sa politique de réformes – dont la plus controversée est celle qui concerne la magistrature – peuvent être source de conflits avec Bruxelles.

Mais ce gouvernement doit faire avec une société polonaise profondément européenne. Il connaît très bien les lignes rouges et s'est toujours gardé de ne pas les franchir. À mon sens, la Pologne est clairement l'un des anciens pays communistes qui a le mieux réussi sa transition économique et politique pour se rapprocher des standards occidentaux de l'Union. Un succès qui peut faire figure de modèle d'intégration européenne pour nombre d'États d'Europe centrale et orientale.

Recueilli par Antoine d'Abbundo, envoyé spécial à Krynica (Pologne)